

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA PRÉSUMÉE EXPORTATION DE MATÉRIEL MILITAIRE À DESTINATION DU CHILI

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme il le sait, il y a quatre mois à peine, le dictateur Pinochet du Chili a fait la déclaration suivante: «Nous allons nous montrer plus durs. Ceux qui parlent des droits de la personne doivent être expulsés du pays ou mis en prison.» Le ministre sait que, l'année dernière, il a autorisé l'exportation de matériel militaire d'une valeur de 11,261 millions de dollars au Chili. Le ministre pense-t-il avoir les mains tachées de sang...

Des voix: Oh, oh!

M. Riis: ... parce qu'il a permis l'exportation de matériel militaire à un régime qui torture et emprisonne ses propres citoyens?

M. le Président: A l'ordre. Il serait peut-être préférable que le député pose sa question autrement. Il est sans doute allé un peu trop loin en utilisant une expression aussi imagée vu la personne à qui il s'adressait. Je prie le député de formuler sa question d'une façon plus appropriée.

● (1440)

M. Riis: Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut-il expliquer à la Chambre pourquoi il a personnellement approuvé l'exportation d'armes valant plus de 11 millions de dollars au Chili?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je vous remercie de votre intervention. Je croyais qu'il y avait certaines choses auxquelles le Nouveau parti démocratique ne s'abaisserait pas, mais de toute évidence, je me trompais.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Il s'enfonce dans la boue.

Mlle MacDonald: Bien dit.

M. le Président: Comme les députés le savent, j'hésite toujours à intervenir. Cependant, quand je le fais, je voudrais bien que cela mette fin à la discussion.

M. Clark (Yellowhead): Si je ne m'abuse, le député sait lui-même, et ce serait une bonne chose que la Chambre le sache aussi, que ces exportations au Chili avaient trait surtout à du matériel électrique et non à des armes, c'est-à-dire à des articles qui sont classées avec le matériel de défense.

Pendant que je suis debout, je répéterai au député ce que je lui ai déjà dit trois fois, toujours sans résultat, soit que s'il tient vraiment à aider à mettre au point des lois de contrôle des

Questions orales

exportations plus efficaces au Canada, il devrait nous faire des suggestions constructives sur la façon d'y parvenir.

Des voix: Oh, oh!

M. Gray (Windsor-Ouest): Règlement.

M. Clark (Yellowhead): Je le lui ai déjà dit trois fois. J'ai obtenu un silence de mort comme réponse parce que les députés préfèrent les fausses accusations aux résultats concrets.

Mlle MacDonald: Bien dit.

Des voix: Bravo!

M. le Président: Le député de Kamloops—Shuswap pourra peut-être faire quelques suggestions en posant sa question.

Des voix: Oh, oh!

Mlle MacDonald: Ce serait inusité.

M. Nystrom: Joe Clark en a certainement besoin.

M. Riis: Monsieur le Président, j'ai trois fois demandé en vain les listes du matériel envoyé aux pays comme le Chili. On m'a chaque fois refusé ces renseignements...

M. Blackburn (Brant): Pourquoi?

M. Riis: ... mais je continuerai de les demander. Cette fois-ci, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures jugera peut-être bon de me fournir cette liste d'articles supposément non militaires.

L'EXPORTATION PRÉSUMÉE DE MATÉRIEL MILITAIRE EN SYRIE

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Non seulement le ministre a approuvé la vente de 11 millions de dollars d'équipement militaire au Chili, mais il l'a fait aussi pour d'autres pays. Nous expliquerait-il pourquoi, par son entremise, le gouvernement canadien a accepté d'exporter de l'armement militaire en Syrie, pays à qui on reproche un peu partout de soutenir activement le terrorisme au Proche-Orient et en Europe? Pourquoi exportons-nous des armes dans ce pays?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, qu'il soit bien entendu que nous n'exportons pas d'armes en Syrie. Je vais faire une offre au député de Kamloops—Shuswap.

M. Gray (Windsor-Ouest): Surveillez bien.

M. Clark (Yellowhead): Je suis disposé, confidentiellement—puisque'il porte le titre de député, je suppose que je puis lui faire confiance—à lui communiquer les détails des ventes faites au Chili mais, s'il est d'accord, cela doit rester confidentiel...

M. Orlikow: Pourquoi, confidentiel?

Mme Jewett: Pourquoi pas à nous tous?

M. Clark (Yellowhead): Je dis confidentiellement, parce qu'il y va de certains secrets commerciaux.

M. Cassidy: Que faites-vous des droits de la personne?